

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER  
MINISTRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Annonces diverses

**BANQUE FRANCAISE MUTUALISTE**  
Société coopérative de banque au capital de 169 353 660 €  
Siège social : 56-60, rue de La Glacière, 75013 Paris  
RCS Paris 326 127 784

**DOCUMENTS COMPTABLES SEMESTRIELS****A. - Bilan au 31 Décembre 2024 avant répartition.**

(En milliers d'euros.)

<b>Actif</b>	<b>31/12/2023</b>	<b>31/12/2024</b>
Caisse, banques centrales, CCP	32 462	31 092
Effets publics et valeurs assimilées	654 314	534 815
Créances sur les établissements de crédit	165 832	161 474
Opérations avec la clientèle	1 878 003	2 010 948
Obligations et autres titres à revenus fixes	667 396	641 594
Actions et autres titres à revenus variables	229 921	181 454
Parts dans les entreprises liées	24 713	25 820
Participations et autres titres détenus à long terme	27 646	26 562
Immobilisations incorporelles	18 042	16 031
Immobilisations corporelles	960	712
Autres actifs	18 603	29 154
Comptes de régularisation	21 919	17 870
<b>Total actif</b>	<b>3 739 810</b>	<b>3 677 524</b>

<b>Passif</b>	<b>31/12/2023</b>	<b>31/12/2024</b>
Dettes envers les établissements de crédit	1 170	60 262
Opérations avec la clientèle	3 249 780	3 134 034
Dettes représentées par un titre	0	0
Autres passifs	54 003	32 871
Comptes de régularisation	40 455	37 245
Provisions pour risques et charges	1 602	3 214
Dépôts de Garantie a caractère mutuel	0	
Dettes subordonnées	2 217	2 217
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)	22 205	22 205
Capitaux propres	368 379	385 475
Capital souscrit	169 354	169 748
Primes d'émission	7 498	8 017
Réserves	156 844	183 960
Provisions réglementées et subventions d'investissement	1 135	1 565
Report à nouveau	0	0
Résultat de l'exercice	33 548	22 185
<b>Total passif</b>	<b>3 739 810</b>	<b>3 677 524</b>

Hors bilan	31/12/2023	31/12/2024
Engagements donnés :		
Engagements de financement	54 498	69 910
Engagements de garantie	64	64
Engagements reçus :		
Engagement de financement	5 000	5 000
Engagement de garantie	60 363	60 488
Autres engagements reçus sur titres		
Engagements sur instruments financiers à terme	450 000	450 000

**B. - Compte de résultat**

(En milliers d'euros.)

Compte de résultat	31/12/2023	31/12/2024
+ Intérêts et produits assimilés	134 146	129 367
- Intérêts et charges assimilées	32 147	41 427
+ Revenus des titres à revenu variable	924	974
+ Commissions (produits)	29 050	31 674
- Commissions (charges)	2 318	1 992
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation		
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	5 948	52 115
+ Autres produits d'exploitation bancaire	1 035	11 016
- Autres charges d'exploitation bancaire	1 304	1471
<b>Produit net bancaire</b>	<b>135 333</b>	<b>121 256</b>
- Charges générales d'exploitation	75 594	79 128
- Dotation aux amortissements et aux provisions sur immobilisations incorporelles et corporelles	4 751	43 933
+/-Autres produits/charges d'exploitation		
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>54 988</b>	<b>38 195</b>
+/- Coût du risque	6 654	7 149
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>48 334</b>	<b>31 046</b>
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés	133	66
<b>Résultat courant avant impôt</b>	<b>48 468</b>	<b>31 112</b>
+/- Résultat exceptionnel	137	7
- Impôt sur les bénéfices	14 404	8 490
+/- Dotations/ reprises de fonds pour risques bancaires généraux et provisions réglementées	378	429
<b>Résultat net</b>	<b>33 548</b>	<b>22 185</b>

**I. FAITS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE**

- **Eléments financiers non récurrents**

Le conseil d'administration du 21/11/2024 a acté l'augmentation du capital social d'un montant maximum de 394K € par émission, au prix unitaire de 35,35 €, de 25.843 parts sociales nouvelles au nominal de 15,25 €, le montant supplémentaire de 20,10 € par part sociale soit 519.444,30 étant enregistré en tant que prime d'émission.

**I.****II. II.FAITS POSTERIEURS A LA CLOTURE**

Néant

**III. III.INFORMATIONS SUR LES REGLES ET PRINCIPES COMPTABLES****1. Méthodes d'évaluation et de présentation appliquées**

Les comptes sociaux sont établis selon les principes comptables généraux applicables en France aux établissements de crédit, conformément aux dispositions des règlements ANC n°2014-03 et ANC n°2014-07 relatif aux comptes des établissements du secteur bancaire.

Conformément aux dispositions de l'article L. 233-17 du Code de Commerce, la BFM est exemptée de l'obligation d'établir et de publier des comptes consolidés puisqu'elle est elle-même, ainsi que sa principale filiale SCILa Glacière, sous le contrôle de la société NEHS qui les inclut dans ses comptes consolidés.

Société consolidant	Adresse	Méthode de consolidation
MNH	331 avenue d'Antibes, 45 200 AMILLY	Intégration globale

**1.1. Comptabilisation de l'actif immobilisé**

L'actif immobilisé est inscrit au bilan pour son prix d'acquisition (TVA non récupérable incluse, le cas échéant).

En ce qui concerne les logiciels projets : compte tenu de nombreux développements réalisés et à venir, la BFM applique la méthode préférentielle pour la comptabilisation de ces derniers et ce grâce notamment aux outils de suivi développés.

Durées d'amortissement des immobilisations

Les immobilisations sont amorties sur leur durée probable d'utilisation suivant le mode linéaire. L'approche par composants (ANC 2014-03) n'a pas conduit à identifier de différences significatives sur les principes déjà adoptés. De manière générale :

Logiciels	3 ans pour les logiciels Système 1 an pour les logiciels bureautique.
Logiciels Projets	5 ans et 7 ans
Immeubles	36 ans
Agencements et mobilier	3 ans et 10 ans
Matériel informatique	5 ans et 3 ans

**1.2. Principes et méthodes comptables retenus pour le portefeuille titres et les instruments financiers à terme.****1.2.1. Portefeuille titres**

Les règles relatives à la comptabilisation des opérations sur titres sont définies par les articles 2311-1 à 2391-1 (Titre 3 Comptabilisation des opérations sur titres du Livre II Opérations particulières) ainsi que par les articles 2211-1 à 2251-13 (Titre 2 Traitement comptable du risque de crédit du Livre II Opérations particulières) du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 pour la détermination du risque de crédit et la dépréciation des titres à revenu fixe.

Les titres sont présentés dans les états financiers en fonction de leur nature : effets publics (Bons du Trésor et titres assimilés), obligations et autres titres à revenu fixe (titres de créances négociables et titres du marché interbancaire), actions et autres titres à revenu variable.

La répartition des titres entre les 6 catégories de portefeuille (transaction, placement, investissement, titres de l'activité de portefeuille, autres titres détenus à long terme, titres de participation et parts dans les entreprises liées) est faite en fonction de l'intention initiale d'utilisation des titres, intention identifiée dans le système d'information comptable dès leur acquisition.

➤ Titres de transaction

Les titres de transaction sont des titres acquis ou vendus dès l'origine avec l'intention de les revendre ou de les racheter à brève échéance, c'est à dire dans un délai de 6 mois maximum. Ne peuvent être considérés comme des titres de transaction que ceux qui sont négociables sur un marché liquide, avec des prix de marché constamment accessibles aux tiers. Il peut s'agir de titres à revenu fixe ou de titres à revenu variable. Les titres de transaction sont enregistrés coupon couru (s'il s'agit de titres à revenu fixe) et frais exclus. A la clôture, ils sont évalués au prix de marché du jour le plus récent, le solde global des différences résultant des variations de cours est porté au compte de résultat.

A l'issue d'une durée de détention de six mois, les titres de transaction sont reclassés en titres de placement ou d'investissement, selon la qualification qui pourra leur être donnée en fonction des conditions requises d'inscription pour chacun des portefeuilles destinataires. Ces titres de transaction sont transférés à leur valeur de marché au jour du transfert.

La Banque Française Mutualiste ne détient pas de titre de transaction dans son portefeuille au 31 décembre 2024.

➤ Titres de placement

Sont considérés comme des titres de placement, les titres acquis avec l'intention de les détenir pendant une durée supérieure à 6 mois, sans que l'établissement ne soit engagé, s'il s'agit de titres à revenu fixe, à les détenir jusqu'à l'échéance. Cette catégorie comprend également les titres provenant de la catégorie transaction et les titres ne satisfaisant pas aux conditions requises pour un classement en portefeuille d'investissement.

A leur date d'acquisition, les titres de placement sont comptabilisés à leur prix d'acquisition frais exclus. Pour les titres reçus du portefeuille de transaction, la valeur de marché au jour du transfert vaut prix d'acquisition et la date de transfert vaut date d'acquisition. Les intérêts courus sont exclus pour les valeurs mobilières à revenu fixe et inclus pour les titres monétaires. La différence entre le prix d'acquisition des titres à revenu fixe et leur prix de remboursement est rapportée au compte de résultat sur la durée de vie résiduelle des titres. Ce rattachement est effectué selon un mode linéaire pour les valeurs mobilières à revenu fixe et selon un mode actuariel pour les titres monétaires. A la clôture de l'exercice, les titres de placement sont évalués au plus bas du prix d'acquisition et du prix de marché. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées, les moins-values latentes font l'objet d'une dépréciation.

Lorsque les titres font l'objet d'une couverture, les résultats sur instruments de couverture sont pris en compte par ligne de titres pour le calcul des dépréciations.

Le résultat des cessions ainsi que les dotations et reprises de dépréciations figurent dans la rubrique « Gains ou pertes des portefeuilles de placement et assimilés ».

➤ Titres d'investissement

Les titres d'investissement sont des titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixée acquis ou reclassés de la catégorie « titres de transaction » ou « titres de placement » avec l'intention manifeste de détention jusqu'à l'échéance. Ne sont comptabilisés dans cette catégorie que les titres pour lesquels la Banque Française Mutualiste dispose de la capacité de financement nécessaire pour continuer de les détenir jusqu'à leur échéance et n'est soumise à aucune contrainte existante, juridique ou autre, qui pourrait remettre en cause son intention de détenir ces titres jusqu'à leur échéance.

Les titres d'investissement sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, coupon couru à l'achat et frais d'acquisition inclus. La différence entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement est étalée de façon actuarielle sur la durée de vie résiduelle du titre.

Les revenus sont enregistrés en compte de résultat dans la rubrique : « Intérêts et produits assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe ». Ils peuvent faire l'objet d'une dépréciation s'il existe une forte probabilité que l'établissement ne conserve pas les titres jusqu'à l'échéance en raison de circonstances nouvelles ou en cas de risque de défaillance de l'émetteur.

Les titres transférés du portefeuille de placement vers le portefeuille d'investissement sont inscrits à leur prix d'acquisition ; les dépréciations constituées à l'ouverture de l'exercice sont reprises sur la durée de vie résiduelle des titres concernés.

Le résultat des cessions éventuelles et les dotations et reprises de dépréciation sont inscrits en « Gains ou pertes sur actifs immobilisés ».

En cas de cession de titres d'investissement ou de transfert dans une autre catégorie de titres pour un montant significatif, l'établissement n'est plus autorisé, pendant l'exercice en cours et pendant les deux exercices suivants, à classer en titres d'investissement des titres antérieurement acquis et les titres à acquérir conformément à l'article 2341-2 du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

Durant la période, il n'y a pas eu ni cession ni transfert entre les titres de placement et les titres d'investissement

➤ Titres de l'activité de portefeuille

Relèvent d'une activité de portefeuille, les investissements réalisés de façon régulière avec pour seul objectif d'en retirer un gain en capital à moyen terme sans intention d'investir durablement dans le développement du fonds de commerce de l'entreprise émettrice, ni de participer activement à sa gestion opérationnelle.

La Banque Française Mutualiste ne détient pas de titre de l'activité de portefeuille au 31 décembre 2024.

➤ Autres titres détenus à long terme

Relèvent de cette catégorie les investissements réalisés sous forme de titres dans l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice, mais sans influence dans la gestion des entreprises dont les titres sont détenus en raison du faible pourcentage des droits de vote qu'ils représentent.

➤ Titres de participation et parts dans les entreprises liées

La BFM détient des titres de participation, classés comme tels car répondant à une volonté de participation durable à l'activité.

Ces titres sont enregistrés pour leur coût d'acquisition. Cette valeur est revue à la baisse par le biais d'une dépréciation, le cas échéant, afin de tenir compte d'éléments significatifs tels qu'une dégradation de la situation nette et des perspectives concernant les sociétés détenues ; ou une dépréciation du cours dans le cas des sociétés cotées.

Les frais d'acquisitions des titres de participations sont incorporés au prix de revient et font l'objet d'un amortissement dérogatoire sur 5 ans à compter de la date d'acquisition de ces titres.

Les plus et moins-values de cessions ainsi que les dépréciations sur titres de participation et parts dans les entreprises liées sont enregistrées pour le montant net « Gains ou pertes sur actifs immobilisés ».

**1.2.2. Instruments financiers à terme**

Les principes et méthodes comptables retenus pour la comptabilisation des opérations financières à terme résultent du règlement n°2014-07 de l'ANC (livre II – titre 5 : « les instruments financiers à terme »), et tel que décrit dans l'article 2522-1. Les contrats sont enregistrés dans l'une des quatre catégories suivantes, selon qu'ils ont pour objet :

- a) De maintenir des positions ouvertes isolées afin, le cas échéant, de bénéficier de l'évolution des taux d'intérêt.
- b) De couvrir, de manière identifiée dès l'origine, conformément à l'article 2514-1 du présent règlement, le risque de taux d'intérêt affectant un élément ou un ensemble d'éléments homogènes.
- c) De couvrir et de gérer le risque global de taux d'intérêt de l'établissement sur l'actif, le passif et le hors-bilan, à l'exclusion des opérations visées au b) ou au d).
- d) De permettre une gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction comprenant :
  - des contrats déterminés d'échange de taux d'intérêt ou de devises.
  - d'autres instruments financiers à terme de taux d'intérêt.
  - des titres ou des opérations financières équivalentes.

Les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits au hors-bilan pour la valeur nominale des contrats : ce montant représente le volume des opérations en cours.

Les résultats afférents à ces opérations sont enregistrés en fonction de la nature de l'instrument et de la stratégie suivie :

— Opérations de couverture : les gains ou pertes réalisés sur opérations de couverture affectées (catégorie « b » article 2522-1 du règlement ANC 2014-07) sont rapportés au compte de résultat symétriquement à la comptabilisation des produits et charges de l'élément couvert et dans la même rubrique comptable.

Les charges et les produits relatifs aux instruments financiers à terme ayant pour objet la couverture et la gestion du risque de taux global, et plus particulièrement du risque « inflation », (catégorie « c » article 2522-1 du règlement ANC 2014-07) sont inscrits prorata temporis dans la rubrique « Intérêts et produits / charges assimilé(e)s ». Les gains et les pertes latents ne sont pas enregistrés.

Les opérations d'achat ou vente de couvertures sur instruments financiers à terme font l'objet d'une soulte étalée sur la durée de vie restante à courir de l'élément couvert.

Les risques associés aux contrats dérivés de gré-à-gré relatifs aux opérations de couverture que réalise la banque dans le cadre de sa gestion du risque de taux d'intérêt font l'objet d'appels de marge. La mesure d'atténuation mise en place au sein de l'établissement rentre dans le périmètre du contrat cadre ISDA signé avec nos contreparties bancaires en février 2017 en prenant en considération les recommandations de la réglementation EMIR. Le Document Annexe en Remise de Garantie (DARG) à la Convention Cadre relative aux opérations de marché à terme (contrat de collatéral) permet de réduire le risque de contrepartie en cas de défaillance d'une des deux parties contractantes. Concernant la livraison du dépôt de garantie, les contreparties effectuent des appels de marge selon une fréquence quotidienne. Cette notification se base sur la valorisation des instruments de couverture le jour ouvré précédent. La date de livraison du dépôt de garantie s'effectue le jour ouvré suivant. S'agissant du versement de la rémunération du collatéral, la date de détermination des intérêts est effectuée mensuellement chaque jour calendaire. Pour la date de versement des intérêts, la règle appliquée est le 3ème jour ouvré du mois suivant.

**1.3. Créances et dettes sur les établissements de crédit et la clientèle**

Les créances et dettes sur les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées selon leur durée initiale et la nature du concours : créances / dettes à vue ou à terme, créances commerciales, comptes ordinaires et autres concours à la clientèle. Elles intègrent toute sorte de concours effectué avec les établissements de crédit, y compris les opérations de pension.

Seules les dettes et créances répondant aux conditions suivantes font l'objet d'une compensation comptable au bilan : même contrepartie, exigibilité et devise identique et existence d'une lettre de fusion de comptes.

Les intérêts courus non échus sur les créances ou dettes sont portés en comptes de créances ou dettes rattachées, en contrepartie du compte de résultat. Par ailleurs, les intérêts échus sur les créances douteuses viennent s'ajouter à l'encours douteux par contrepartie du compte de résultat.

En application des règles déterminées par le règlement n° 2014-07 de l'ANC relatif au traitement comptable du risque de crédit, les différentes catégories d'encours sont les suivantes :

- Les encours sains

Il s'agit des crédits n'ayant pas d'incident de paiement notable dans le paiement des échéances de capital et d'intérêt.

- Les créances restructurées

Les créances restructurées constituent une sous-catégorie des encours sains et recouvrent essentiellement les dossiers ayant fait l'objet d'un plan de surendettement, et pour lesquels une décote est calculée, couvrant en valeur actualisée le différentiel entre les flux du nouveau plan de surendettement et les flux du contrat d'origine. La dotation de cette décote figure en coût du risque, tandis que la reprise correspondante est présentée en Produits et intérêts sur opérations avec la clientèle.

- Les encours douteux

Il s'agit de crédits présentant au minimum un impayé pour les prêts en surendettement, un impayé de plus de trois mois pour les prêts à la consommation et les prêts immobiliers. La classification en douteux d'une créance entraîne par contagion le déclassement dans cette catégorie de l'ensemble des encours relatifs au débiteur.

- Les encours douteux compromis

Ils constituent une sous-catégorie des encours douteux et se composent des échéances impayées et du capital restant dû des crédits classés en douteux depuis plus d'un an, des créances ayant fait l'objet d'une échéance du terme (dénommées « créances contentieuses »), des dossiers ayant fait l'objet d'un rééchelonnement ou d'une restructuration qui présentent au moins un impayé ainsi que des dossiers en attente d'un plan de rééchelonnement notamment dans le cadre de la loi sur le surendettement des particuliers depuis plus d'un an.

La classification en douteux compromis d'une créance entraîne par contagion le déclassement de l'ensemble des encours relatifs au débiteur. Lorsque le paiement des échéances initiales d'un crédit devenu douteux a repris de manière régulière, celui-ci peut à nouveau être classé dans la catégorie des encours sains.

Lorsque la créance bénéficie de garanties, celle-ci sont comptabilisées en hors bilan, dans le poste « Engagements de garanties reçues ». Une créance est passée en perte lorsqu'elle est jugée irrécouvrable ; ce jugement s'appuie sur un certain nombre de critères tels que : le faible montant de la créance, la renonciation de succession suite à un décès, le refus d'aller en procédure ou encore l'ancienneté du dossier.

L'ensemble des créances douteuses (douteux et douteux compromis) fait l'objet de dépréciations, appréciées dossier par dossier ou par méthode statistique (sur la base des taux de pertes ou de récupérations observées sur les huit années écoulées) lorsque celle-ci est plus appropriée.

Conformément au règlement n° 2014-07 de l'ANC, la BFM détermine le montant de ces dépréciations afin de couvrir, en valeur actualisée au taux nominal du prêt, l'ensemble des pertes prévisionnelles sur ces créances. En tout état de cause, le montant de la dépréciation ne peut être inférieur au montant des intérêts échus sur ces créances et non encaissés.

Depuis le changement de core banking system le 16/10/2021, les frais répétables et les pénalités de retard sont pris en comptes dans l'encours client total repris à l'actif et sont également désormais provisionnés.

#### 1.4. Provisions pour risques et charges

Les provisions comprennent :

- Les provisions pour indemnités de fin de carrière
- Les provisions pour charges diverses
- Les provisions pour litiges et risques divers

Les engagements à long terme vis-à-vis du personnel sont constitués des indemnités de fin de carrière, pour l'évaluation desquelles la BFM applique la méthode 1 de la recommandation de l'ANC 2014-03. En application de cette recommandation, la BFM provisionne ses engagements de retraite et avantages similaires relevant de la catégorie des régimes à prestations définies.

Cette méthode tient compte d'hypothèses démographiques, des prévisions de départ anticipé, d'augmentation de salaires et de taux d'actualisation et d'inflation.

#### 1.5. Fonds pour risques bancaires généraux

Ces fonds sont destinés à couvrir les risques inhérents aux activités de la Banque Française Mutualiste, conformément aux conditions requises par l'article 1121 du règlement n° 2014-07 de l'ANC et à l'arrêté du 20 février 2007 relatifs aux fonds propres. Les fonds pour risques bancaires généraux sont constitués à la discrétion des dirigeants de la BFM en vue de faire face à des charges ou à des risques dont la concrétisation est incertaine mais qui relèvent de l'activité bancaire.

#### 1.6. Principe de comptabilisation des commissions

L'enregistrement des commissions diffère selon qu'il s'agit d'éléments liés ou non à l'octroi ou l'acquisition d'un concours.

En effet, conformément au règlement 2014-07 de l'ANC (livre II, titre 1, article 2171-1), les commissions reçues ou versées lors de l'octroi d'un crédit sont étalées linéairement sur la durée de vie effective dudit crédit, alors que les autres commissions sont prises en résultat dès leur survenue.

Dans le cas de commissions étalées sur la durée de vie du prêt, le produit et la charge correspondants sont présentés en produits nets d'intérêts, les commissions restant à étaler sont intégrées aux postes de créances et dettes rattachées à l'encours de crédit.

#### 1.7. Information relative aux parties liées

Conformément au règlement 2014-03 de l'ANC, la liste des transactions effectuées par la société BFM avec les entreprises liées ne fait pas l'objet d'une information en annexe, s'agissant d'opérations réalisées à des conditions normales de marché.

#### 2. Changement de méthodes comptables

Néant.

### C. - Annexes aux comptes annuels.

#### II. Notes sur les postes du bilan

##### Note 1. Ventilation des créances et dettes selon leur caractère échéancé

En K€	31/12/2023	31/12/2024
<b>ACTIF</b>		
<b>Caisse, Banques centrales, CCP</b>	<b>32 462</b>	<b>31 092</b>
A vue	32 462	31 092
A terme		
Créances rattachées		
<b>Créances sur les établissements de crédit</b>	<b>165 832</b>	<b>161 474</b>
A vue	115 301	110 835
A terme	50 389	50 394
Créances rattachées	141	245
<b>Opérations avec la clientèle</b>	<b>1 878 003</b>	<b>2 010 948</b>
A vue		
A terme	1 870 887	2 00 920
Créances rattachées	7 116	8 027
<b>TOTAL</b>	<b>2 076 296</b>	<b>2 203 513</b>
<b>PASSIF</b>		
<b>Dettes envers les établissements de crédit</b>	<b>1 170</b>	<b>60 262</b>
A vue		
A terme		58 354
Dettes rattachées	1 170	1 908
<b>Opérations avec la clientèle</b>	<b>3 249 780</b>	<b>3 134 034</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	3 247 363	3 112 055
Autres dettes à vue	308	1 483
A terme	2 100	20 100
Dettes rattachées	9	396
<b>TOTAL</b>	<b>3 250 950</b>	<b>3 194 297</b>



**Note 2. Créances sur la clientèle**

(En K€)	Valeur brute 31/12/2024	Dépréciation 31/12/2023	Dotations	Reprises	Dépréciation 31/12/2024	Valeur nette 31/12/2024
<i>Autres concours à la clientèle</i>						
<b>-Encours sains</b>	<b>1 966 084</b>	<b>1 241</b>	<b>444</b>	<b>-596</b>	<b>1 089</b>	<b>1 964 994</b>
Encours sains normaux	1 958 229					1 958 229
Encours sains créances restructurées	7 854	1 241	444	-596	1 089	6 765
Encours sains prêts décotés						
Avance en compte courant Groupe	0					0
<b>Encours douteux, compromis et contentieux</b>	<b>99 351</b>	<b>66 306</b>	<b>22 324</b>	<b>-27 205</b>	<b>61 425</b>	<b>37 926</b>
Encours douteux						
Encours douteux compromis						
Encours contentieux						
<b>-Créances rattachées</b>	<b>8 027</b>					<b>8 027</b>
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>						
<b>Total Créances</b>	<b>2 073 462</b>	<b>67 548</b>	<b>22 768</b>	<b>-27 801</b>	<b>62 514</b>	<b>2 010 948</b>

Les 1 965 M€ de créances saines sur la clientèle sont réparties en 1 871 M€ de prêts consentis à des particuliers (parmi lesquels la part des crédits consentis dans les Départements d'Outre-Mer représente un montant de 67 M€) et 94 M€ de concours accordés à des entreprises ou entrepreneurs individuels.

Par ailleurs, les prêts consentis par la BFM sont pour l'essentiel des prêts à la consommation (1 802 M€ du total des encours sains), les prêts immobiliers ne représentent que 69 M€ du total des encours sains. Le reste des encours sains est composé de crédits à l'équipement et de crédits d'exploitation accordés à des sociétés.

Certains des encours, bien que qualifiés de sains, sont assortis de décotes : il s'agit des créances restructurées (plan de surendettement Banque de France) pour un encours de 7.9 M€. Les décotes correspondent au différentiel actualisé entre les flux du nouveau plan de crédit mis en place et les flux du contrat d'origine.

**Note 3. Ventilation des créances et dettes selon leur durée restant à courir**

(En K€)	< 3 mois	3 mois à 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	TOTAL
<b>CREANCES</b>	<b>173 398</b>	<b>494 885</b>	<b>1 432 368</b>	<b>551 891</b>	<b>2 652 541</b>
A terme sur établ. de crédit					
A terme sur clientèle	163 316	401 899	1 210 598	235 134	2 010 947
Titres en portefeuille	10 082	92 986	221 769	316 757	641 594
<b>DETTES</b>	<b>64 554</b>	<b>13 900</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>78 454</b>
A terme envers les établi. de crédit	58 354				<b>58 354</b>
A terme envers la clientèle	6 200	13 900	0		20 100
Titres de créances négociables					

**Note 4. Créances et Dettes rattachées aux postes du bilan**

( en K € )	31/12/2023	31/12/2024
<b>CREANCES RATTACHEES</b>	<b>19 410</b>	<b>19 043</b>
Banques centrales, CCP		
Etablissements de crédit	141	245
Concours à la clientèle	7 116	8 027
Prêts subordonnés à terme		
Obligations et autres titres	12 153	10 771
<b>DETTES RATTACHEES</b>	<b>1 179</b>	<b>2 305</b>
Établissement de crédit	1 170	1 908
Comptes créditeurs de la clientèle	9	396
Titres de créances négociables		

**Note 5. Portefeuille de titres****1) Portefeuille de transaction**

Néant.

**2) Portefeuille de placement**

(En K€)	31/12/2023				31/12/2024			
	Valeur d'acquisition	Valeur de marché	Plus-values latentes	Moins-values latentes*	Valeur d'acquisition	Valeur de marché	Plus-values latentes	Moins-values latentes*
<b>Titres de placement</b>								
Obligations (1)	3 500	3 618			3 500	3 618		
Créances rattachées								
Parts d'OPCVM	91 897	80 484		-3 176	91 333	91 185		-1 763
Actions								
Autres titres de placements (2)	141 716	142 432			92 239	92 026		-355
<b>Total</b>	<b>237 114</b>	<b>226 889</b>		<b>-3 176</b>	<b>187 073</b>	<b>186 827</b>		<b>-2 119</b>

(1) titres non cotés

(2) FCT Younited

\* Les moins-values latentes sont provisionnées à 100%

**3) Ventilation des obligations et autres titres à revenu fixe**

(En K€)	31/12/2023				31/12/2024			
	Organismes publics		Autres émetteurs		Organismes publics		Autres émetteurs	
	Non subordonné	Subordonné	Non subordonné	Subordonné	Non subordonné	Subordonné	Non subordonné	Subordonné
Entreprises liées								
Entreprises avec lesquelles existe un lien de participation								
Autres entreprises			660 219	3 500			637 986	3 500
Créances rattachées			3 677	0			3 607	
Dépréciation								
<b>TOTAL</b>			<b>663 896</b>	<b>3 500</b>			<b>641 593</b>	<b>3 500</b>

**4) Portefeuille d'investissement**

(En K€)	31/12/2023			Acquisitions	Cessions / tombées	31/12/2024			
	Nominal	Surcote Décote Coupon couru	Valeur Comptable			Nominal 31/12/23	Surcote Décote Coupon couru	Valeur comptable	Plus ou moins-values latentes
Titres états européens									
BCE	620 000	25 838	645 838			505 000	23 046	528 046	-44 419
Titres états non éligible									
BCE	115 000	4 088	119 088		25 000	90 000	3 071	93 071	-8 306
Obligations	136 500	-2 369	134 131			136 500	-2 085	134 415	-7 508
TSR	22 000		22 000			22 000		22 000	-494
BMTN	385 000		385 000			385 000		385 000	-36 354
Créances rattachées		12 153	12 153				10 771	10 771	
Dépréciation									
<b>Total</b>	<b>1 278 500</b>	<b>39 709</b>	<b>1 318 209</b>		<b>25 000</b>	<b>1 138 500</b>	<b>34 803</b>	<b>1 173 303</b>	<b>-97 081</b>

**Détails des titres émis par des États Européens en portefeuille au 31/12/2024**

PAYS	NOMINAL	Valeur bilan au 31/12/2024	Valeur marché au 31/12/2024	+/- values latentes 31/12/2024
Autriche	55 000	63 156	59 151	-4 006
Allemagne	15 000	14 549	14 532	-26
Belgique	45 000	44 695	40 841	-3 855
Croatie	10 000	10 599	9 336	-1 263
Espagne	50 000	58 056	57 372	-685
France	85 000	86 643	75 010	-11 633
Hongrie	10 000	10 592	8 691	-1 902
Irlande	60 000	59 213	53 827	-5 385
Italie	25 000	29 197	26 025	-3 172
Pays-Bas	25 000	25 635	24 932	-703
Portugal	65 000	70 144	60 280	-9 864
Roumanie	60 000	61 217	59 291	-1 926
<b>Total général</b>	<b>505 000</b>	<b>533 697</b>	<b>489 278</b>	<b>-43 781</b>

**Titres donnés en pension au 31/12/2024**

Nature des titres mis en pension (en K€)	Nominal	Valeur bilan montant emprunté	Valeur bilan montant encaissé
Effets public – obligations	50 000	57 538	57 538
<b>TOTAL</b>	<b>50 000</b>	<b>57 538</b>	<b>57 538</b>

**Note 6. Dettes représentées par un titre**

( en K€)	31/12/2023	31/12/2024
Titres du marché interbancaire et TCN		
Dettes rattachées		
<b>TOTAL GENERAL</b>		

Note 7. Participations :

(En K€)	Capital	Capitaux propres	Quote-part du capital détenu	Valeur comptable des titres			Prêts et avances consentis	Montant des cautions données	CA du dernier exercice	Résultat du dernier exercice	Divid. reçus
				Brute	Dépré.	Nette					
	Participations détenues à plus de 50% :										
Paris SARL CIV	1	31 317	100%	21 317		21 317	2		3 171	483	
Paris SCI LA GLACIERE											
Paris SAS MUNITE	600	1 039	100%	4 250		4 250			2 179	258	
Paris											
	Participations détenues entre 10 et 50% du capital ou dont la quote-part est >1% du capital de la banque :										
GIE ACCEFIL	16	16	25%	4		4	247		6 842		
Boigny Sur Bionne											
SAS Miroir social	66	-62	21%	260	-259	1			121	-23	
Gennevilliers											
SCPI				19 364		19 364					722
Autres participations				110	-13	97					
Total				45 305	-272	45 033	249		12 312	839	722

Les données financières des sociétés sont celles des comptes annuels 2024 pour la SCI La Glacière et la SAS Munité et 2022 pour les autres.

La BFM ne détient aucune filiale étrangère ; aucun des titres qu'elle détient n'est coté.

Les participations détenues à plus de 50% sont des entreprises liées.

Note 8. Immobilisations et amortissements

( en K€)	Valeur Brute au 31/12/2023	Acquisitions	Cessions / Mises au rebut	Poste à poste	Valeur Brute au 31/12/2024
Fonds de commerce					
Logiciels	5 624		1 297		4 327
Logiciels Projets	24 940	813	6		25 747
Autres immos incorporelles	8		8		
Immobilisations en cours	446	810			1 255
Immobilisations Incorporelles	31 017	1 622	1 310		31 330
Terrains Constructions	452				452
Agencements	49	4			53
Matériel & Mobilier	4 618	115	2 054		2 679
Immobilisations en cours	1				
Immobilisations Corporelles	5 120	119	2 054		3 183
TOTAL GENERAL	36 137	1 741	3 365		34 513

**Amortissements et Immobilisations nettes**

(En K€)	Amort. et dépréciation au 31/12/23	Dotations	Sorties / Reprises	Amort. et dépréciation au 31/12/24	Valeur nette au 31/12/24
Fonds de commerce					
Logiciels	3 191	84	1 297	1 979	2 348
Logiciels Projets	9 777	3 724	175	13 325	12 427
Autres immos incorporelles	7	1	8		
Immobilisations incorp. en cours					1 255
<b>Immobilisations Incorporelles</b>	<b>12 975</b>	<b>3 810</b>	<b>1 480</b>	<b>15 304</b>	<b>16 031</b>
Terrains Constructions	310	13		223	229
Agencements	45	3		45	5
Matériel & Mobilier	3 905	353	2 062	2 195	483
Immobilisations corp. en cours					
<b>Immobilisations Corporelles</b>	<b>4 160</b>	<b>368</b>	<b>2 062</b>	<b>2 466</b>	<b>712</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>17 135</b>	<b>4 178</b>	<b>3 542</b>	<b>17 770</b>	<b>16 743</b>

**Note 9. Détail autres actifs et comptes de régularisation**

(En K€)	31/12/2023	31/12/2024
<b>Autres actifs</b>	<b>18 603</b>	<b>29 154</b>
Dépôts de garantie collatéral		3 765
Acompte de prélèvements sociaux sur intérêts CSL	1 932	4 998
Débiteurs divers (1)	16 855	20 428
Comptes de stocks et emplois divers	-183	-37
<b>Comptes de régularisation actif</b>	<b>21 919</b>	<b>17 870</b>
Charges payées d'avance	323	282
Produits à recevoir (2)	10 659	11 917
Prélèvements en attente d'encaissement	2 823	
Produits à recevoir sur instruments dérivés		
Divers	8 114	5 671

(1) Les débiteurs divers incluent notamment les dépôts de garantie FGDR pour 4 429 K€ et les impôts & Taxes pour 13 358 K€

(2) Les produits à recevoir incluent notamment les commissions rémunérant le partenariat avec la Société Générale pour 11 470 K€.

**Note 10. Détail autres passifs et comptes de régularisation**

(En K€)	31/12/2023	31/12/2024
<b>Autres passifs</b>	<b>54 003</b>	<b>32 871</b>
Fournisseurs	1 385	-952
Fournisseurs factures non parvenues	6 919	8 277
Dépôt de garantie collatéral	13 275	4 667
Cotisations d'assurances à reverser	6 791	2 407
Impôts et taxes	20 917	15 455
Créditeurs divers	4 716	3 017
<b>Comptes de régularisation passif</b>	<b>40 455</b>	<b>37 245</b>
Produits perçus d'avance	6 928	11 288
Charges à payer	7 841	5 072
Charges à payer sur instruments financiers		
Primes nettes d'assurance à reverser	20 492	19 570
Divers	5 193	1 315

Le poste Créditeurs divers est composé de commissions à reverser à la SG pour 0.8 M€ et de l'abondement versé à la BFM par une mutuelle sur les livrets détenus par ses adhérents pour un montant 200 K€ au 31 décembre 2024 et une dette vis-à-vis de l'URSSAF pour 0.68 M€ antérieurement comptabilisée en compte de régul passif divers (dernière rubrique).

Note 11. Provisions

(En K€)	31/12/2023	Dotations	Reprises de provisions utilisées	Reprises de provisions devenues sans objet	31/12/2024
Provisions pour risques	412	1 642		275	1 780
Provisions pour charges	1 190	244			1 4 34
Total	1 602	1 887		275	3 214

Les provisions pour charges sont constituées des engagements de fin de carrière. Ces engagements sont évalués avec les hypothèses suivantes : taux d'actualisation à 3,15%, table de survie INSEE, un taux de turnover moyen de 3%, un taux de revalorisation des salaires à hauteur de 2,5% pour les cadres et 2% pour les non-cadres, un mode de départ à la retraite volontaire et un âge minimum légal de départ à la retraite.

Les autres provisions sont constituées d'une provision TSCA de 109K€, une provision pour fraude de 441K€, une provision sur les encours de crédits (Mayotte) de 1 002M€, une pour litiges salariaux en cours et 115K€ et pour des risques clients de 113K€.

Note 12. Évolution des capitaux propres

(En K€)	31/12/2023	Affectation du résultat 2022	Augmentation	Diminution	Réaffectation	31/12/2024
Capital social	169 354		394			169 748
Parts sociales	163 213		394			163 607
CCI <sup>(1)</sup>	6 140					6 140
Actions de préférence						
Prime d'émission	7 498		519			8 017
Prime d'émission Parts sociales	7 498		519			8 017
Prime d'émission CCI						
Prime d'émission Actions de préférence						
Réserves	156 844	9 436	9			183 960
Légale	16 122	807				16 935
Statutaire	37 611	2 421				42 643
Facultative	102 189	6 208	9			123 459
Spéciale	922					922
Report à nouveau						
Provisions réglementées	1 135		429			1 565
Résultat de l'exercice	33 548	-16 140	22 185			22 185
Versement de dividendes		6 704				
Total Capitaux propres hors FRBG	368 379		23 537			385 475
Fonds pour Risques Bancaires Généraux (FRBG)	22 205					22 205

Le capital est composé de 10 728 349 parts sociales et de 402 652 certificats coopératifs d'investissement d'une valeur nominale de 15,25 €.

Le résultat par titre de capital au 31 décembre 2024 s'établit à 1.99 €

Note 13. Dettes subordonnées

En K€	Montant	Date d'émission	Durée initiale	Taux
Titres super subordonnés	2 100	29/06/2010	Indéterminée	Taux = Min(E12M + 3,3%);5,5%)
TOTAL	2 100			

En K€	31/12//2024
Dettes rattachées sur TSS	117
<b>TOTAL</b>	<b>117</b>

Ces dettes subordonnées sont assimilées à des fonds propres « Tier One ».

- Conditions de la subordination

Toutes les dettes subordonnées constituent des engagements directs, inconditionnels, non assortis de sûretés, à durée indéterminée et subordonnés de dernier rang de l’Émetteur.

- Conditions de remboursement des dettes subordonnées

Le remboursement anticipé des titres super subordonnés (TSS) ne peut se faire qu’à l’initiative de l’émetteur, après une période de cinq ans minimums, avec l’approbation préalable du Secrétariat Général de l’Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution, et à condition d’être remplacé par des Fonds Propres de qualité identique ou supérieure.

III. NOTE SUR LES POSTES DU HORS-BILAN

Note 14 - Engagements de financement donnés

Les 69.9 M€ d’engagements de financement correspondent à des prêts accordés à la clientèle, mais non encore décaissés.

Note 15 -Engagements de garantie donnés

Les 64 K€ d’engagements de garantie correspondent à des cautions bancaires sur loyers accordées à la clientèle.  
Par ailleurs, la BFM a transmis une partie de son portefeuille de créances, par voie d’endos, au profit de la SG, pour la part correspondant au montant tiré de la ligne de refinancement accordée par la Société Générale le cas échéant. Il n’y avait pas de montant tiré au 31 décembre 2024, et donc pas de garantie par voie d’endos.

Note 16 - Engagements de financement reçus

Les 5 M€ enregistrés correspondent à des enveloppes de refinancement accordées par la Société Générale et non utilisées au 31 décembre 2024

Note 17 - Engagements de garantie reçus

Les 60.5 M€ de garanties reçues correspondent pour 32.4 M€ à la part du risque pris en charge par les établissements de crédit partenaires de la BFM implantés dans les DOM. Ceux-ci garantissent en effet 50% des encours de prêts effectués dans le cadre du partenariat avec ces établissements.

Les 28.1 M€ restants représentent des sûretés reçues en garantie de prêts accordés à la clientèle

Note 18 - Autres engagements reçus sur titres

Néant.

Note 19 - Opérations sur instruments financiers à terme

La BFM procède à des opérations de couverture globale de son bilan en macro et micro-couverture.

Au 31 décembre 2024, son portefeuille d’instruments financiers à terme destiné à cette couverture se décomposait de la manière suivante :

Opérations sur instruments financiers à terme	Montants nominaux (En K€)	Type d'instruments financiers à terme	Nature de la couverture	Type d'index	Valorisation au 31/12/2024 (En K€)
SWAPS Inflation	450 000	SWAP	MACRO	INFLATION	-13
<b>Total</b>	<b>450 000</b>				<b>-13</b>

Au cours de l'exercice aucune opération n'a été réalisée.

Ventilation des notionnels de swaps selon leur durée restant à courir :

Durée résiduelle des swaps	Notionnel en M€
0 à 1 an	
1 an à 5 ans	350 000
Plus de 5 ans	100 000
<b>TOTAL</b>	<b>450 000</b>

## VI - Notes sur les postes du compte de résultat

### Note 20. Ventilation des intérêts, produits et charges assimilés

(En K€)	31/12/2023	31/12/2024
<b>Intérêts et produits assimilés</b>	<b>134 146</b>	<b>129 367</b>
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	35 765	22 640
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	71 387	84 722
Intérêts et produits assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe	26 994	22 005
Produits sur opérations de crédit-bail assimilées et locations simples		
<b>Intérêts et charges assimilées</b>	<b>-32 147</b>	<b>-41 427</b>
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	-9 208	-8 096
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	-22 937	-30 570
Intérêts et charges assimilées sur obligations et autres titres à revenu fixe	-2	-2 761
Charges sur opérations de crédit-bail assimilées et locations simples		

### Note 21. Ventilation des commissions perçues et versées

(En K€)	31/12/2023	31/12/2024
<b>Commissions perçues : produits</b>	<b>29 050</b>	<b>31 674</b>
Commissions reçues des établissements de crédit	11 183	14 573
Commissions reçues de la clientèle		
Autres commissions	17 866	17 101
<b>Commissions versées : charges</b>	<b>-2 318</b>	<b>-1 992</b>
Commissions versées aux établissements de crédit	-272	-285
Autres commissions	-2 047	-1 707

### Note 22. Ventilation des revenus sur titres à revenu variable

(En K€)	31/12/2023	31/12/2024
Produits sur titres de placements		
Produits sur titres de participations	924	974
<b>TOTAL</b>	<b>924</b>	<b>974</b>



**Note 23. Ventilation des gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation, de placement et sur actifs immobilisés.**

(En K€)	31/12//2023	31/12//2024
<b>Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation</b>		
Solde des opérations de change		
Solde des opérations sur instruments financiers		
<b>Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés</b>	<b>5 948</b>	<b>2 115</b>
Solde des opérations sur titres de transaction		
Solde des opérations sur titres de placements	-5 948	2 115
Moins value sur titres de placement	-672	-142
Dotation aux provisions pour dépréciation	-1 972	-64
Plus Value sur titres de placement	3 911	683
Reprise provision pour dépréciation de titres	4 681	1 637
Autres		
<b>Gains ou pertes sur actifs immobilisés</b>	<b>133</b>	<b>66</b>
VNC des immobilisations cédées		
Produits des immobilisations cédées		
Reprise de provisions sur immobilisations		
Pertes sur titres de participation		
Gains sur titres de participation	133	66
Dotations pour dépréciation sur titres de participation		
Reprises de dépréciations sur titres de participation		
Pertes sur investissement		
Dotation provision pour dépréciation sur titres d'investissement		
Reprise provision pour dépréciation sur titres d'investissement		

**Note 24. Détail des autres produits et charges**

(En K€)	31/12/2023	31/12/2024
<b>Autres produits d'exploitation bancaire</b>	<b>1 035</b>	<b>1 016</b>
Charges refacturées		
Divers	1 035	1 016
<b>Autres charges d'exploitation bancaire</b>	<b>-1 304</b>	<b>-471</b>
Divers	-1 304	-471

**Note 25. Ventilation des charges générales d'exploitation**

(En K€)	31/12/2023	31/12/2024
<b>Charges générales d'exploitation</b>	<b>-75 594</b>	<b>-79 128</b>
Frais de personnel	-29 255	-31 450
Frais liés au personnel	-692	-738
Voyages, missions, réceptions, véhicules	-1 145	-1 246
Consultants, honoraires forfait et intérim	-17 890	-20 101
Prod immobilisée	23	720
Frais informatiques	-10 681	-11 376
Frais d'immeubles	-3 665	-3 543
Poste, télécom, coursiers	-1 986	-1 808
Marketing et publicité	-4 574	- 6055
Provisions frais généraux	55	120
Frais de siège	-2 373	-1 790
Autres frais	-3 411	-1 862

**Note 26. Frais de personnel**

(En K€)	31/12/2023	31/12/2024
Salaires et traitements	-16 003	-17 756
Charges retraites	-1 603	-1 700
Autres charges sociales	-6 810	-7 424
Impôts & taxes et versements assimilés sur rémunérations	-2 095	-2 247
Abondements Plan épargne entreprise - PERCO	-709	-1 145
Participation des salariés	-1 216	-505
Intéressement	-819	-671
<b>Total</b>	<b>-29 255</b>	<b>-31 450</b>

Au cours de la période, l'effectif moyen s'est élevé à 289 agents, répartis en 187 cadres et 102 techniciens. Le montant global des rémunérations allouées aux mandataires sociaux à raison de leurs fonctions s'est élevé à 345 770.87 € pour la période. Au 31 décembre 2024, aucun encours d'avances et crédits ainsi que d'engagements au titre d'une garantie quelconque, n'a été accordé aux mandataires sociaux.

**Note 27. Honoraires des commissaires aux comptes**

Les honoraires des commissaires aux comptes au titre de la période se répartissent comme suit :

(En K€)	KPMG	BDO	TOTAL
Mission légale de certification des comptes	100	125	225
Mission autres que certifications des comptes			
<b>TOTAL</b>	<b>100</b>	<b>125</b>	<b>225</b>

Les montants mentionnés sont exprimés en hors taxes

**Note 28. Coût du risque :****Ce poste se décompose comme suit :**

(En K€)	31/12//2023	31/12//2024
Dotations aux dépréciations sur créances douteuses	-39 903	-22 770
Reprises de dépréciations sur créances douteuses	46 739	27 205
Créances irrécouvrables	-14 027	-11 024
Récupération sur créances amorties	404	866
Dotations aux dépréciations pour dépréciation des stocks		
Reprise de dépréciations sur stocks		
Dotation aux provisions sur risques et charges	-123	-1 551
Reprises de provisions sur risques et charges	257	123
Dotations diverses		
<b>Total</b>	<b>-6 654</b>	<b>-7 151</b>

**Note 29. Résultat exceptionnel**

(En K€)	31/12/2023	31/12//2024
<b>Charges exceptionnelles</b>	<b>-137</b>	<b>-7</b>
Dotations aux provisions exceptionnelles		
Autres charges exceptionnelles	-137	-7
<b>Produits exceptionnels</b>		
Reprise de provisions exceptionnelles		
Autres produits exceptionnels		
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>-137</b>	<b>-7</b>

Les autres charges exceptionnelles sont composées des intérêts de retard et autres taxes générés par le contrôle fiscal.

**Note 30. Impôt sur les sociétés**

(En K€)	31/12//2023	31/12//2024
<b>Ventilation de l'impôt en fonction de sa nature</b>	<b>14 404</b>	<b>8 490</b>
Au titre de l'impôt au taux de droit commun	13 215	8 399
Au titre de l'impôt au taux réduit de 28 %	411	252
Au titre des contributions additionnelles		
Au titre des contributions versées		
Crédit d'impôt	-162	-151
Reprise de provision pour impôt		
Impôt sur exercice antérieur	940	-9
<b>Ventilation de l'impôt en fonction du résultat</b>	<b>14 404</b>	<b>8 490</b>
Impôt sur résultat courant	13 463	8 499
Impôt sur résultat exceptionnel		
Impôt sur exercice antérieur	940	-9

**D. – Rapport d'examen limité des commissaires aux comptes sur les comptes annuels.**

A l'Assemblée générale de la société Banque Française Mutualiste

**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Banque Française Mutualiste relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice. L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

**Fondement de l'opinion**

**Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

**Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

**Justification des appréciations – Points clés de l'audit**

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Point clé de l'audit	Réponse d'audit apportée
<p>La Banque Française Mutualiste est exposée aux risques de crédit et de contrepartie. Ces risques résultant de l'incapacité de ses clients ou de ses contreparties à faire face à leurs engagements financiers, portent notamment sur ses activités de prêts.</p> <p>Comme indiqué dans la note 2 de l'annexe aux comptes annuels, votre établissement comptabilise des dépréciations en valeur actualisée au taux nominal du prêt, l'ensemble des pertes prévisionnelles sur ces créances. Ces dépréciations sont calculées de manière statistique pour les portefeuilles de crédits présentant des risques homogènes et non dépréciés individuellement.</p> <p>Les dépréciations appréciées par méthode statistique sont notamment fondées sur des taux de pertes ou de récupérations observées sur les dix dernières années écoulées.</p> <p>Le montant total des dépréciations comptabilisées au 31 décembre 2024 s'élève à 62,5 m€ comme indiqué dans la note 2 – Créances sur la clientèle de l'annexe aux comptes annuels.</p> <p>En raison du caractère significatif des montants que représentent les crédits octroyés à la clientèle dans le bilan de la BFM, et du recours au jugement de la Direction dans la détermination des dépréciations et provisions comptabilisées, nous avons considéré que l'identification et l'évaluation du risque de crédit constituait un point clé de l'audit.</p>	<p>Pour apprécier le caractère raisonnable des dépréciations constituées de manière statistique, nous avons :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Mené des entretiens au cours de l'exercice avec les personnes en charge du suivi des risques au sein de votre banque afin de prendre connaissance de la gouvernance et des procédures mises en place pour évaluer ces dépréciations et s'assurer leur correcte comptabilisation ;</li><li>• Testé l'efficacité des contrôles relatifs à ces processus ;</li><li>• Contrôlé l'assiette sur laquelle a porté le calcul des dépréciations et appréciation de la pertinence des hypothèses du modèle de provisionnement ;</li><li>• Vérifié l'exactitude arithmétique des calculs réalisés ;</li><li>• Vérifié la cohérence des données issues des systèmes de gestion avec les données comptables.</li><li>• Analysé l'évolution des dépréciations, des encours et de la charge du risque.</li></ul> <p>Nous avons vérifié que les notes 1.3 et 2 de l'annexe aux comptes annuels communiquent une information appropriée.</p>

**Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

**Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale**

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels de informations relatives aux délais de paiement clients mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

**Rapport sur le gouvernement d'entreprise**

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

**Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires****Irrégularités relatives à des informations à communiquer aux actionnaires par des textes autres que le référentiel comptable**

En application de la loi, nous vous signalons qu'en raison de la réception tardive de certains documents nous n'avons pas été en mesure d'émettre notre rapport sur les comptes annuels dans le délai de quinze jours précédant la tenue de votre assemblée générale conformément à l'article R. 225-89 du Code de Commerce.

**Désignation des commissaires aux comptes**

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Banque Française Mutualiste par l'assemblée générale du 28 mai 2024 pour le cabinet KPMG SA et du 27 mai 2004 pour le cabinet BDO FRANCE.

Au 31 décembre 2024, le cabinet KPMG SA était dans la 1ère année de sa mission et le cabinet BDO FRANCE dans la 21ème année, sans interruption.

**Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

**Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes Annuels****Objectif et démarche d'audit**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

### Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

### Les commissaires aux comptes,

Lyon, le 16 mai 2025

KPMG SA

DocuSigned by:  
  
8C953FD5A2B14A2...  
**Frédéric DAMAISIN**  
Associé

Paris, le 16 mai 2025

BDO Paris

DocuSigned by:  
  
88683E3422AC47A...  
**Vincent GENIBREL**  
Associé

### E. – Rapport de gestion.

Le rapport de gestion peut être communiqué sur simple demande.